

La Chine ferme ses sites Internet anti-japonais

Au cours des trois derniers week-ends, des dizaines de milliers de manifestants ont protesté, parfois violemment, contre ce qu'ils considèrent comme un refus de la part des Japonais de reconnaître la réalité des exactions commises en Chine dans les années 30-40 et contre le souhait de Tokyo d'obtenir un siège permanent au Conseil de sécurité de l'ONU.

Les différents sites, inaccessibles vendredi selon *l'AFP*, avaient appelé les jours précédents à manifester à Shanghai et dans plusieurs autres grandes villes du pays, le 1er mai et le 4 mai. Cette dernière date correspond à l'anniversaire du mouvement du 4 mai 1919, lancé à l'époque par les intellectuels nationalistes pour protester contre la faiblesse de la Chine vis-à-vis des puissances étrangères et notamment le Japon. Jeudi soir, pour la première fois après trois week-ends de protestations anti-japonaises, le gouvernement chinois avait averti que toute manifestation non autorisée serait considérée comme illégale et que la loi à cet égard serait appliquée. Un gouvernement qui se rattrape aux branches car ce mouvement a en partie été téléguidé par le parti. Même chose pour les attaques informatiques passées depuis la Chine contre le Japon qui visiblement n'ont pas ému les autorités de Pékin (voir notre article).